

L'intégration des Français d'origine maghrébine –
vers un discours modéré ?

by

Nelson Azoulay
Class of 2009

An essay submitted to the
faculty of Wesleyan University
in partial fulfillment of the requirements for the
Degree of Bachelor of Arts
with Departmental Honors in Romance Studies

L'intégration des Français d'origine maghrébine – vers un discours modéré ?

Introduction :

La France est un pays d'immigration depuis plus de 150 ans. En 2006, elle était après la Grande-Bretagne le deuxième pays d'Europe avec le plus d'immigrés. Selon l'«Eurostat», il y avait, en cette année, 147,868 acquisitions de nationalité en France comparées à 154,015 au Royaume-Uni et 124,566 en Allemagne.¹ La France comptait 5 millions d'immigrés à la mi-2004 (8,1 % de la population française). Les pays d'origine de ces immigrés sont aujourd'hui en grande majorité l'Algérie, le Maroc et le Portugal. Il est important de remarquer que 40 % de cette population d'immigrés résident en Île-de-France.² Les immigrés dits du Maghreb, qui viennent de l'Algérie, du Maroc, et de la Tunisie, constituent la plus grande population d'immigrés en France et ils se sont regroupés notamment sur Paris et sa banlieue. Leurs motifs d'immigration sont divers, tantôt économiques, tantôt politiques, et tantôt familiaux, puisque de nombreux Nord-Africains viennent en France pour rejoindre leurs familles déjà installées. Ils sont le plus souvent poussés par la situation difficile de leur pays natal et attirés par une vie qu'ils espèrent plus facile dans ce pays d'accueil. Ils souhaitent aussi pouvoir offrir un meilleur avenir à leurs enfants.

Les difficultés sociales rencontrées au quotidien en Île-de-France par de jeunes Français nés en France et de parents ou de grands parents immigrés du Maghreb sont nombreuses. Cet essai présente l'influence des discours politique et médiatique sur les trajectoires sociales de la deuxième et de la troisième génération issues de l'immigration

¹ "Acquisition of citizenship in the European Union." *Population and social conditions 108* (2008), p. 2 epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-08-108/EN/KS-SF-08-108-EN.PDF

² Catherine Borrel. "Les chiffres de l'immigration en France." août 2006. Insee. <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/immigration/chiffres.shtml>.

nord-africaine après la décolonisation française. Ces citoyens nés Français doivent en France, jour après jour, faire face à de nombreux obstacles d'intégration. L'impact de certaines politiques notamment au logement, à l'emploi et à l'éducation mais aussi l'impact d'une surreprésentation médiatique de cette nouvelle jeunesse française, nous permettent d'observer les difficultés relationnelles entre deux communautés de Français nés en France : une composée de « Français d'origine maghrébine » qui sont les enfants et petits-enfants d'immigrés du Maghreb et l'autre regroupant les « franco-français » qui sont les enfants et petits-enfants de Français de France, ou pour être exact, de Français dont l'origine immigrée possible a été effacée (S. Citron)³.

Grâce à une présentation des conditions de logement de la population franco-maghrébine et des implications en matière éducative et institutionnelle, il nous sera possible d'identifier les effets des discours politiques sur la ségrégation vécue par les franco-maghrébins. De plus, le regard des projecteurs médiatiques posés tout particulièrement sur une actualité parfois violente et accentuant certaines lois françaises, nous permettra d'analyser le processus d'amalgames sociaux discriminatoires. Entre les discours politiques et médiatiques, on remarque l'absence d'un regard modéré sur la communauté franco-maghrébine vivant le plus souvent en banlieue. Pour contre carrer cette tendance dangereuse, nous illustrerons par des exemples célèbres et moins connus, non seulement la possibilité d'un discours modéré mais aussi la nécessité d'un tel discours pour répondre au défi de l'intégration et éviter la fragmentation sociale.

Selon l'idéal républicain français, tout Français devrait se sentir français et être considéré comme tel. Si je suis un Français d'origine maghrébine, je devrais pouvoir me

³ Suzanne Citron, Le Mythe national. L'Histoire de France en question (Ed. Ouvrières, 1989).

sentir français et non étranger dans mon propre pays natal. Idéalement, les disparités d'origines ne devraient être que secondaires, au même titre que les différences régionales. Quand les jeunes franco-français se rencontrent pour la première fois, ils se questionnent : « Tu es d'où ? » « De Paris », « De Bretagne », « Du Nord », « Du Sud ». Il est grand temps qu'il en soit de même pour les franco-maghrébins et qu'ils puissent répondre tout aussi logiquement « de Paris », « de Strasbourg », « de Marseille » et « du Maghreb ». Un Français peut être issu d'une famille d'origine parisienne, de l'Est, du Sud ainsi que du Maghreb.

C'est ce qui devrait arriver un jour, mais afin d'y parvenir, l'esprit collectif français se doit d'évoluer aussi vite que la diversité de sa population. Notre étude a pour but d'éveiller dans la conscience de M. Tout-le-monde, la nécessité pour la France d'avoir un discours modéré et non extrémiste sur les franco-maghrébins. Cela peut paraître banal, mais dans le contexte actuel, avoir un tel discours en France sur l'immigration est en fait révolutionnaire. Après avoir analysé les discours médiatiques et politiques sur ces nouveaux Français, nous proposerons ce qu'un vrai discours, un discours non stigmatisant, devrait adresser en France si cette dernière veut un jour pouvoir inclure tous les Français au sein de sa famille.

Franco-maghrébins : conditions sur le terrain:

L'association et la stigmatisation des mots « immigrés » et « banlieues » a plusieurs origines. Les « banlieues » sont des zones géographiques où l'accessibilité à un domicile est le plus abordable en Île-de-France. Le coût d'un loyer est beaucoup moins cher à la périphérie de Paris que dans le centre de la capitale. Les HLMs (Habitations à

Loyer Modéré) sont des immeubles réservés aux familles qui ont des revenus modestes. Leur construction débute en 1950 afin de répondre à une pénurie de logements survenue après la seconde guerre mondiale et aussi à l'arrivée massive d'une main d'œuvre maghrébine nécessitée par le boom économique dit des Trente Glorieuses suivant la seconde guerre mondiale en France. Le nombre de logements HLM en banlieue parisienne fut néanmoins largement augmenté à la fin des années 1960 et au début des années 1970 pour répondre, dans l'urgence, à l'arrivée subite et massive de 1,5 millions de rapatriés des anciennes colonies françaises du Maghreb. Après avoir laissé leurs biens au Maghreb, après l'indépendance des protectorats en 1956 (Maroc et Tunisie) et de l'Algérie en 1962, les rapatriés sont rentrés en France avec le strict minimum. Les HLMs n'étaient donc pas réservés uniquement pour les immigrés mais avaient aussi pour fonction d'accueillir les rapatriés d'anciennes colonies. En réponse aux besoins démographiques et financiers de ces nouveaux arrivants (immigrés et rapatriés), le gouvernement Français leur proposa des immeubles temporaires situés en dehors de Paris : des HLMs à la périphérie de la capitale. Malheureusement, la majorité d'entre eux ne put s'extraire de ces logements dits temporaires, faute d'augmentation de leur niveau de vie, et y réside encore aujourd'hui. Cette politique de logement temporaire des gouvernements d'hier est aujourd'hui devenue une des raisons de la ségrégation pour cette population dite des « banlieues ».

Les conditions de vie dans ces banlieues ont, au cours des années, accentué le sentiment, pour ses habitants, d'être des citoyens ou des immigrés de seconde classe. En 1968, il y avait seulement 41% des HLMs qui avaient des toilettes et douches (comparés à 96% aujourd'hui). Ces habitations représentent 40-50% des locations en France

actuellement. Il y a une très forte population de résidents d'origine nord-africaine dans ces HLMs de banlieue ; elle y est d'ailleurs surreprésentée. Les chiffres de l'Insee montrent en effet que dans l'ensemble, les familles d'origine immigrée ont des conditions de logement moins favorables que le reste de la population : seuls 21 % des ménages originaires d'Afrique sont propriétaires de leur logement contre 44,3 % pour la moyenne régionale. Ils sont aussi plus souvent locataires, dans 61,3 % des cas.⁴ Leur surreprésentation dans les banlieues parisiennes où ils vivent en close communauté les isole un peu plus de la société française. Selon un agent immobilier, la France en est consciente: «Quand un Maghrébin quitte un logement, on évite de le remplacer par un autre Maghrébin pour éviter une trop forte concentration de ces étrangers préjudiciables à tout le monde »⁵. Mais cette surreprésentation continue et contribue à les isoler du reste de la société autant qu'à leur signifier leur différence. Les résidents des banlieues ont donc difficilement des contacts avec le monde extérieur et restent dans leur communauté où beaucoup d'entre eux font face à de sérieux obstacles économiques et sociaux. Cela devient un grand obstacle à une possible intégration puisqu'ils se sentent rejetés par la France, voir oubliés par elle. Ils restent par conséquent entre eux et ressentent une inhospitalité nationale. Comme le dit le comédien Jamel Debbouze, un Français d'origine musulmane marocaine : il semblerait que « l'ascenseur social des Maghrébins soit bloqué au sous-sol ». Dans les banlieues, le sentiment qui prévaut est effectivement qu'il n'y a que peu d'espoir pour accéder à un niveau supérieur dans l'échelle sociale. Ils n'ont alors que très rarement l'occasion de partager leur quotidien avec des familles franco-françaises et rencontrent de nombreuses difficultés à s'intégrer.

⁴ F. Bouaziz. "Les obstacles à l'intégration se multiplient : les points noirs du modèle français ». Le nouvel Economiste, 21 Sept. 2006. <http://www.nouveleconomiste.fr/1358/1358-Une-PARTI.html>

⁵ Mohand Khellil. L'intégration des Maghrébins en France. (Paris: Puf, 1991), p 66.

Du fait de la présence d'un grand nombre d'immigrés pauvres, les banlieues ont jusqu'à aujourd'hui une réputation péjorative. Selon les statistiques du gouvernement français, le taux de chômage des jeunes vivant dans les cités atteint des proportions trois à quatre fois supérieures à la moyenne nationale (pour les 15-24 ans : 37,1 % de chômage à Clichy-sous-Bois et Montfermeil). Une adresse de domicile en banlieue sur un curriculum vitae est tout de suite repérée et mise à l'index par les entreprises. Ces lieux de résidence aux frontières de Paris évoquent l'insécurité et parfois même le danger. Nombreux sont les quartiers où les forces de l'ordre sont très mal accueillies et ne se risquent à y entrer qu'en cas d'urgence afin d'éviter tout débordement inutile. La police sillonne plus aisément les petites banlieues où la tension est relativement moins forte et où elle encourt nettement moins d'échauffourées. La Seine-Saint-Denis, ou plus communément surnommée le « 9-3 », rassemble une série de villes banlieusardes les plus craintes dû à leur taux de violence et dû également au peu de moyens pour enrayer cette surchauffe. Il n'y a pas assez de policiers présents face à cette montagne de besoins. Cependant, le gouvernement essaie de contrôler et de calmer ces banlieues en danger, par d'autres moyens.

L'un des meilleurs outils pour intégrer cette population a longtemps été l'accès à l'instruction. L'école française devrait être le chemin idéal vers la réussite sociale, mais cet ascenseur social semble être très lent et parfois même ne jamais arriver. Les écoles de banlieues ont des besoins qui n'ont à ce jour pas encore été satisfaits par l'enseignement républicain français. Les nouveaux enseignants, fraîchement diplômés sont, faute de points gagnés à l'ancienneté, envoyés contraints et forcés dans ces lycées dits "des quartiers chauds" où peu de professeurs ne veulent enseigner. Les conditions n'y sont pas

reluisantes et le niveau d'enseignement est difficile. Un étudiant habitant la banlieue nous raconte son expérience : « On m'a dit, tu vas être un boulanger. Je voulais faire (voie) générale. On m'a dit fait ISI (Initiation sciences de l'ingénieur). Il n'y a que la moitié qui m'intéressait. J'ai été démotivé. J'ai plus été qu'à la moitié des cours. On choisit à notre place ». ⁶ Beaucoup d'étudiants de banlieue n'ont pas les clefs pour choisir leur futur. Ils sont dépendants de leurs résultats scolaires. Ils sont les premiers de leur famille à avoir accès à l'instruction française. Ils n'ont pas de rôle modèle dans leurs familles. Ils sont livrés à eux-mêmes pour décoder les rouages de la réussite scolaire. De plus, ils sont très nombreux à être dans la même « galère ». Les classes sont surchargées, les méthodes d'enseignement ne sont pas adaptées à la spécificité des enseignés. C'est donc un cercle vicieux qui enferme ces populations ; ne pas avoir suffisamment d'argent pour emménager à Paris ou une meilleure banlieue et donc, être obligés de rester faire ses études dans la banlieue ou le niveau n'est pas assez élevé pour prétendre à un diplôme recherché ou pour susciter une embauche spontanée. Il semble qu'il n'y ait pas de grandes possibilités de réussite en provenance des cités de la banlieue. Même lorsque le gouvernement tente de s'occuper tout particulièrement des écoles de banlieues, comme avec le programme de la ZEP (Zone d'Education Prioritaire)⁷, il s'occupe de la structure scolaire plutôt que de la pédagogie. Une enseignante d'un lycée professionnel de banlieue nous décrit les difficultés rencontrées dues à cette absence de formation pédagogique qui devrait être essentielle pour enseigner en banlieue :

⁶ Entretien avec Mohamed, 19 ans, cité dans Cicchelli, p 5.

⁷ "Zep, zone d'éducation prioritaire, évaluation, INSEE . En bref - Actualités - Vie-publique.fr." Vie publique : au cœur du débat public. 16 Sept. 2005. <<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/zone-education-prioritaire-quels-resultats.html#>>

« De 1990 à 1999, j'ai enseigné dans trois lycées publics professionnels distincts des Hauts-de-Seine, (proche banlieue parisienne). Tous les élèves rencontrés, un peu plus du millier, étaient des élèves de CAP, BEP, BAC PRO. Ces formations en 2 ans ont pour but de donner un diplôme et de favoriser l'intégration professionnelle et sociale des élèves. Lors de ma première rentrée scolaire, j'ai fait pour la première fois l'appel dans mes classes: j'écortais presque tous les noms de famille, les trois quarts des élèves étaient des noms maghrébins. J'étais très mal à l'aise et les élèves aussi. Je n'avais reçu aucune formation complémentaire pour enseigner à des élèves dont la langue maternelle était différente du français. Les lycées étaient à 15 minutes de Paris. Je n'avais jamais été dans un milieu où une minorité étrangère était majoritaire. Les élèves avaient leur propre culture, éducation et langage, les enseignants en avaient une autre. L'approche didactique était inventée au jour le jour. Les manuels de l'éducation nationale n'avaient aucun chapitre explicatif pour enseigner à des élèves non éduqués par des familles françaises. Les premiers mois, il a fallu que j'apprenne très vite à décoder toutes les différences socioculturelles afin d'être capable de communiquer un enseignement adapté. Ces jeunes avaient entre 15 et 19 ans, nés en France de parents étrangers. Ils avaient des lacunes scolaires très souvent liées à une maîtrise de la langue française acquise par eux-mêmes. Leur compréhension de nouveaux concepts était très rapide, mais leur niveau de lecture et d'écriture mettait en péril leur réussite aux examens. Leur surnombre dans une même classe empêchait un travail de soutien individuel. Chaque élève avait un niveau d'acquisition du français différent. Or les programmes pédagogiques du Ministère

de l'Éducation Nationale préparant à l'acquisition de connaissances en vue des examens ne tenaient absolument pas compte de ces différences académiques. Nous avions dans les emplois du temps des blocs horaires de classe dédoublée, mais il nous en aurait fallu à chaque heure de cours. Pour certains élèves, c'était comme apprendre les mathématiques avec un enseignant chinois parlant le chinois. Seuls les plus motivés et les plus doués pouvaient prétendre à un niveau d'études supérieures. En qualité de mère de famille, j'avais été très choquée la première année par l'absence quasi totale des parents d'élèves lors des réunions parents professeurs. La réponse la plus spontanée était que les parents ne se déplaçaient pas aux réunions car ils ne pouvaient parler français. Plus tard, je découvrais au cas par cas que la cellule familiale était pour beaucoup soit monoparentale soit beaucoup trop nombreuse pour permettre à un des parents de venir aux réunions. La seule famille rencontrée était la famille A et je me rappelle très bien de leur fille aînée Fatima et de son frère Ahmed. Ils ont été les deux élèves, à ma connaissance, à avoir été diplômés tous les deux ans du CAP, du BEP et du Bac Pro. Ils étaient fiers d'être de bons élèves et leur réussite scolaire était grandement partagée par leur famille. » (Mme CA) ⁸

Outil privilégié de l'intégration, l'école est donc parfois devenue un appareil d'exclusion surtout pour ceux qui sont condamnés aux établissements les moins bien équipés, dans les cités. L'intégration des élèves et de leurs parents semblent aujourd'hui difficilement réussie et cela contrairement aux idéaux de l'école républicaine de Jules Ferry qui fut créée pour une égalité des chances pour tous les citoyens.

⁸ Entretien avec une enseignante (Mme CA) voulant rester anonyme, le 17 octobre 2008.

De plus, les Français d'origine maghrébine sont parfois discriminés au sein même de leur école pour des raisons autres que scolaires: «L'exclusion s'est manifestée à l'école où certaines municipalités ont refusé d'inscrire des enfants d'immigrés maghrébins en tant que tels. En juin 1987, des collégiens de Besançon d'origine algérienne n'ont pas pu visiter le site de la centrale nucléaire de Bugey (Ain) avec leurs camarades pour le motif qu'ils n'avaient que leurs cartes d'identité algérienne, étant dans le processus d'obtenir celle de la nationalité française. Or la carte d'identité était jugée non valable au regard de nos règles de sécurité déclare un responsable de la centrale ».⁹ Dans ce cas précis, comme dans la plupart, la discrimination est le fruit d'un ajustement du pays d'accueil qui ne se fait pas, faute d'une non adaptation à une nouvelle population.

Beaucoup de Français d'origine maghrébine souhaitent s'adapter et être considérés comme franco-français puisqu'ils sont, eux aussi, nés en France. N'ayant pu trouver une possible intégration dans les écoles, ou dans le monde du travail, certains sont allés prouver leur allégeance à la France. Mais après avoir espéré un meilleur accueil dans l'armée, ils se trouvent une nouvelle fois discriminés. Comme dans les écoles, leurs camarades doutent souvent de leur loyauté alors qu'ils sont comme eux : Français et fiers de défendre les couleurs du drapeau français. Même en ayant une double nationalité, ces enfants d'immigrés ont une véritable allégeance pour l'État français, leur autre nationalité n'a qu'une valeur familiale, limitée à un attachement privé. Néanmoins, leurs collègues ne sont pas convaincus et les discriminations persistent: « accès difficile à une formation, des vexations à répétitions, des insultes... ».¹⁰ Un témoin nous confirme cette discrimination : « Certains sous-officiers, tout comme des chefs d'équipe sur un chantier,

⁹ Khellil, p.66.

¹⁰ Bertossi, p.8.

n'ont de cesse de faire référence aux origines ethniques des soldats chaque fois qu'une tâche n'est pas accomplie absolument selon les prescriptions. À ces allusions malveillantes s'ajoute la restriction dans l'utilisation des armes : par exemple tel capitaine refuse à un soldat d'origine maghrébine, qui le demande, d'aller au tir à la mitrailleuse 12,7, comme s'il s'agissait d'une arme sensible ; le soldat y a vu plutôt un acte de 'racisme'".¹¹ Le sentiment de l'impossibilité d'échapper à la discrimination devient lui-même un obstacle à une possible intégration.

Malheureusement, cette discrimination ne s'arrête pas là mais touche aussi à la sécurité des franco-maghrébins face aux représentants de la loi : « Sur le plan pratique, le rejet se manifeste par l'exclusion et la discrimination dont les auteurs sont des 'gens de pouvoir', c'est-à-dire des policiers, des agents de bureau, des enseignants, des propriétaires, des juges ... Souvent les exclusions se manifestent sur les lieux de loisirs, dans les écoles et en matière de logement, tandis que des discriminations se constatent dans certaines interventions de la police, au sein de la justice, dans les administrations ». ¹²

La police nationale a tendance à avoir des rapports racistes envers cette communauté, et les bavures policières sont nombreuses¹³. À plusieurs reprises, un Français d'origine maghrébine aura plus de sanctions ou de problèmes dû à son physique: « Des agents de police ont le tutoiement facile et la main leste dès qu'il s'agit d'un Maghrébin. Certains policiers s'érigent en véritables justiciers et n'hésitent pas à corriger physiquement des étrangers interpellés, comme pour leur reprocher de violer une règle de l'hospitalité qui consisterait à ne pas commettre de délit dans un pays qui n'est pas le

¹¹ Khellil, p.70.

¹² Khellil, p.65-66.

¹³ Pour plus d'informations sur le sujet, voir *L'Hospitalité française* (1984) de Tahar Ben Jelloun.

leur ». ¹⁴ Il est effrayant de voir qu'un Maghrébin naturalisé ne soit donc pas traité comme un franco-français. La police, qui est l'image représentative du gouvernement français, ne peut faire de discrimination envers ses citoyens. Durant les émeutes de 2005, beaucoup de jeunes se sont sentis maltraités et discriminés par les autorités : « Il y a trois jeunes de la cité qui ont été interpellés. Ils ont fait comme des chiens, ils les ont allongés par terre devant tout le monde, ouais devant tout le monde, devant les mères, ils les couchent devant les parents... Ils rabaissent devant les gens, c'est blessant, c'est humiliant » (Entretien collectif n 12 – Cicchelli pp 6). ¹⁵ Il y a en effet un sentiment d'humiliation et de harcèlement constant entre les policiers et ces jeunes de banlieue. Il y a une haine qui grandit entre les deux groupes nourrie par ces conflits à l'intérieur des banlieues ; chacun se sent attaqué par le regard de l'autre, il y a énormément de tensions, de malentendus et d'incompréhensions.

Malheureusement, même dans le monde des loisirs, les Français maghrébins se sentent discriminés par rapport aux Français de France ou par rapport aux immigrés asiatiques ou de l'Europe de l'Est. Quand il s'agit de sortir dans un bar ou dans une boîte de nuit, certains comportements sont très difficiles à gérer: « Dans certains cafés ou bars, on se débarrasse des Maghrébins soit par un mauvais accueil (pas de salutation, manifestation de mauvaise humeur, service défectueux), soit par la pratique de prix excessifs... ». ¹⁶ Il semble que les videurs responsables de la sécurité dans les boîtes de nuit aient eux aussi beaucoup de préjugés envers les Français d'origine maghrébine. Souvent ils sont traités comme ceux « qui vont créer des problèmes » ou plus précisément « foutre la merde ».

¹⁴ Khellil, p.69.

¹⁵ Entretien collectif n°12. Cicchelli et al. p.6.

¹⁶ Khellil, p.68.

Les analyses sur l'immigration maghrébine en France qui lient ces 'problèmes' aux relations coloniales d'hier ne manquent pas, et cet essai n'a pas l'intention de prouver le contraire. Beaucoup effectivement traitent les Français d'origine maghrébine d'une forme inférieure comme s'ils étaient toujours des colonisés. Que ce soit dans les lois, les écoles, au travail ou même dans l'armée, les Français d'origine maghrébine sont des citoyens de 2ème classe. Mais s'il est logique de lier l'histoire coloniale de la France en Algérie à ces difficultés postcoloniales de la communauté franco-maghrébine en France aujourd'hui, la mémoire historique n'est pas la seule coupable. Les discours contemporains sur les franco-maghrébins colportés par les médias et les politiciens continuent à aggraver la situation puisqu'ils sont tous deux extrémistes—soit ils victimisent, soit ils blâment cette communauté—contribuant à éloigner plutôt qu'à rapprocher cette communauté du reste de la France. Autrement dit, les discours médiatiques et politiques 'autrisent' chacun cette communauté de la France et accentuent les obstacles à l'intégration.

Discours des médias:

Les discours sur l'immigration et sur l'intégration sont très répandus dans les médias en France et revêtent de multiples facettes. Mais ce qui est le plus frappant c'est qu'en dépit de leur diversité, les discours médiatiques sur les franco-maghrébins oscillent entre deux extrêmes que l'on retrouve en politique : soit les médias victimisent, soit ils blâment les Maghrébins, mais rares sont les rapports modérés. Les médias par exemple n'hésitent ainsi pas à informer leur audience des difficultés d'intégration des franco-maghrébins en rappelant notamment que l'Observatoire des discriminations a montré

qu'un candidat avec un nom maghrébin reçoit cinq fois moins de réponses positives, à curriculum vitae identique, qu'un candidat au nom à consonance française.¹⁷ Mais un tel rappel apparaissant souvent dans un contexte médiatique qui n'oublie jamais de souligner la violence des banlieues ne permet pas à la communauté franco-maghrébine de sortir des stéréotypes de la victime ou de la "racaille".

La violence des banlieues est effectivement un sujet privilégié des médias qui rapportent en détails des événements houleux impliquant les franco-maghrébins. Emeutes de rue et matchs de foot houleux sont des sujets privilégiés par les médias. Le 6 Octobre 2001, les supporters du match France-Algérie huèrent et sifflèrent la Marseillaise et envahirent la pelouse du stade pendant le match de football. À la 75^e minute du match, l'arbitre était contraint d'arrêter le match alors que la France gagnait 4-1. Plusieurs joueurs de l'équipe de France étaient furieux à la réaction des supporters. Lilian Thuram, de Guadeloupe, ne pouvait plus se contrôler à la fin : «Il faut qu'ils comprennent un peu...Faut leur expliquer, sinon c'est trop facile... après ils se plaignent : « ouais j'ai du mal à m'intégrer... il faut qu'ils commencent déjà à respecter »¹⁸ Lilian Thuram ne pouvait croire que les supporters de l'Algérie puissent se jeter de la sorte sur la pelouse en plein milieu du match officiel. À chaque match joué entre la France et un pays du Maghreb, que ce soit amical ou compétitif, de telles manifestations de mécontentement sont présentes dans le stade. Mais pour des raisons d'audimat bien connues, les médias insistent toujours sur les matchs qui posent problèmes et jamais sur ceux qui se passent bien.

¹⁷ Christophe Bertossi, "Migrations et Citoyenneté en Europe." Mars 2007. IFRI. <http://www.ifri.org/files/mcebertossifr.pdf>. p 7-8.

¹⁸ Paroles de Lilian Thuram après le match dans les vestiaires. "Les Marseillaises malmenées!" 6 Oct. 2001. <http://www.lesdessousdusport.fr/dossiers/6-octobre-2001-france-algerie-111-1022-0>

Un autre exemple de cette surmédiation des problèmes plutôt que des succès liés à cette communauté est plus récent et se passe encore une fois durant un match de foot. Le 15 Novembre 2008, l'équipe de football française accueillait la Tunisie pour un match amical au stade de France dans la Seine-Saint-Denis, banlieue située au nord de Paris. Comme durant d'autres matchs entre la France et un pays maghrébin, la Marseillaise fut, une nouvelle fois conspuée par la foule. La Fédération Française de Foot avait pourtant anticipé ce problème en choisissant Alaam, chanteuse française d'origine tunisienne, pour interpréter en début de match l'hymne national français. Les signes de contestation ne se sont pas limités aux sifflements de la Marseillaise; ils se sont aussi portés sur les joueurs et plus particulièrement sur l'attaquant de l'équipe de France née en banlieue parisienne de parents tunisiens, Ben Arfa. Juste avant le match, il se faisait une joie de jouer contre la Tunisie: « Ce sera un match spécial puisque je suis d'origine tunisienne. Je suis très content de jouer contre la Tunisie, j'ai beaucoup de famille là-bas, j'y vais tout le temps, ce sera spécial et marrant ».¹⁹ Il fut lui aussi hué à chaque touche du ballon puisqu'il avait refusé une offre de jouer pour la Tunisie, étant porteur de la double nationalité. Les supporters de la Tunisie ont expliqué leur comportement le lendemain « Ce n'est pas l'équipe de France que l'on sifflait, c'est l'État français ». Ils estiment aussi que « siffler est une manière de dire qu'ils ne se sentent pas intégrés ». Le célèbre rappeur «Eldeterr» a même ajouté « On ne peut pas aimer une Nation qui ne

¹⁹ Algerienews. "Après France-Algerie du 6 octobre 2001, France-Maroc du 16 novembre 2007, un autre match amical France Tunisie le 14 octobre, Hatem Ben Arfa sera le parrain."
<http://algerienews.football.fr/2008/10/08/55-aprs-france-algerie-du-6-octobre-2001-france-maroc-du-16-novembte-2006-un-autre-match-amical-france-tunisie-le-14-octobre-hatem-ben-arfa-sera-le-parrain>
 Consulté le 8 Oct. 2008.

nous aime pas ».²⁰ Ces explications offertes par les siffleurs et colportées par les médias montrent comment une partie des franco-maghrébins commence à utiliser leur présence dans les médias pour évoquer leur malaise. Mais en juxtaposant manifestation violente et revendication politique, ils ne font qu'aggraver les stéréotypes dont ont les affuble.

Les médias sont toujours présents lors de manifestations et émeutes de cette communauté. En 2005, beaucoup de chaînes télévisées sont même allées jusqu'à dire que Paris était en état de 'guerre civile' et n'ont pas raté cette opportunité pour autrizer les émeutiers franco-maghrébins. Tout commença le 27 octobre : deux jeunes, Zyed Benna et Bouna Traoré, (Français d'origine tunisienne et sénégalaise respectivement) sont morts près d'un transformateur EDF, dans la banlieue de Clichy-sous-Bois, alors qu'ils étaient poursuivis par la police. Ces deux morts accidentelles ont déclenché plus de trois semaines d'émeutes avec plus de 9,000 véhicules incendiés et presque 3000 interpellations. La surmédiatisation de ces événements donne une voie aux émeutiers autant qu'elle aggrave leur culpabilité, lorsque les émeutiers sont interviewés en pleine tension dans la rue, leurs discours perd toute logique dans l'effervescence du moment lorsque certains oublient clairement l'origine des émeutes. Un témoin des émeutes s'exprime en confondant l'origine de la violence: « C'est normal que les jeunes, ils s'expriment. Comme on n'a pas de boulot, on n'a rien, tu vois. Faut que les jeunes, ils s'expriment : ils cassent des voitures, ils brûlent des voitures, ils s'embrouillent avec les flics. Voilà. C'est leur façon de s'exprimer. Ils s'expriment avec la violence pour dire qu'ils n'ont pas de boulot, il y a des discriminations raciales dans les boulots ». Il y en a

²⁰ Gaël Cogné. "Ce n'est pas l'équipe de France que l'on sifflait, c'est l'Etat français." Libération 19 Oct. 2008. <http://www.liberation.fr/societe/0101124566-ce-n-est-pas-l-equipe-de-france-que-l-on-sifflait-c-est-l-etat-francais>

même qui ne se souviennent plus de tout de la cause des émeutes : « Je me souviens plus exactement c'était à cause de quoi [...] Il y a bien une raison pour qu'ils foutent la merde mais je sais plus... Franchement je me rappelle plus du tout ». ²¹ L'accident mortel de ces deux jeunes fut en fait l'élément détonateur de nombreuses émeutes. La surmédiatisation des émeutes multiplie ces dernières qui ne se sont pas arrêtées à Clichy-sous-Bois, l'onde de choc ayant en effet atteint d'autres banlieues. Les jeunes des cités se sont tous regroupés et leur sentiment d'injustice en fut exacerbé. Ils se sont unis avec la mort de deux des leurs et ont crié leur lassitude des discriminations envers les minorités. Mais en même temps, leurs propres interviews dans les médias exprimant leur mécontentement en plein événement violent n'aident pas nécessairement à résoudre le stéréotype de la violence des banlieues.

La médiatisation amplifie plus souvent les difficultés plutôt que les exemples d'intégrations réussies. À plusieurs reprises, les journalistes font référence aux « Arabes » ou même « Beurs » ²² pour expliquer la violence dans les banlieues. Ces expressions ont tendance à les ségréguer linguistiquement de la communauté française alors qu'ils ont la nationalité française. Souvent la presse annoncera « un jeune d'origine maghrébine » au lieu de simplement dire un jeune Français : « Cinq Français d'origine maghrébine ont été interpellés jeudi matin, à la suite d'une information laissant supposer qu'ils seraient liés à la préparation d'un attentat ». ²³ À cause de cette publication, dès qu'une quelconque violation est commise, la première question que se pose la majorité des Français

²¹ Vincenzo Cicchelli et al., "Retour sur les violences urbaines de l'automne 2005". *Analyse stratégique*. 3 (2007), p 13.

²² (mot argotique qui désigne un jeune Maghrébin né en France de parents immigrés, la sémantique du mot « beur » a été construit par le verlan du mot arabe : bera))S.v. "Beurs", *Le petit Robert*. (Paris, 2006), p.248.

²³ "Rennes: 5 hommes suspectés de préparer un attentat arrêtés." *Le Figaro*. 11 Sept. 2008. <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2008/09/11/01016-20080911artfig00335--hommes-soupconnes-de-preparer-un-attentat-a-rennes-arretes-.php>

est «C'était un Arabe ?». En marquant une différence entre les franco-français et les Français d'origine maghrébine, les médias alimentent les tensions entre les deux communautés françaises.

Les Français d'origine française ont aussi tendance à considérer les enfants d'immigrés Maghrébins comme des « Musulmans » à cause de la constante médiatisation qui les nomme ainsi. En les catégorisant de cette façon ; le problème devient alors religieux alors qu'il ne devrait pas exister - selon l'enquête du CEVIPOF, « 20% des personnes interrogées originaires du Maghreb, d'Afrique noire et de Turquie se déclarent sans religion (contre 28% pour le reste de la population française) ». ²⁴ Même s'ils sont nés de parents musulmans, cela n'indique pas qu'ils sont croyants ou pratiquants. Néanmoins, les Français semblent croire que tous les enfants d'immigrés maghrébins sont musulmans. La France laïque prend alors peur et avance la menace de la charia— « La charia (chemin pour respecter la loi de Dieu) à laquelle tout musulman se doit d'obéir (corpus législatif de l'Islam) est à la fois un code de droit canon, un code civil, un code du commerce, un code de procédure... ». ²⁵ La religion musulmane est alors derechef vue comme une contradiction majeure pour vivre dans la communauté française. D'autres accusent le Coran d'accentuer la difficulté d'intégration (voire l'impossibilité de cette dernière). D'autant plus que la frontière entre « musulmans » et « islamistes » s'est progressivement dissoute dans l'opinion publique ²⁶ après les attentats du 11 septembre 2001 à New York. Depuis cette date, nombreux sont ceux qui ont développé une

²⁴ Bertossi, p.7.

²⁵ "Idées reçues sur l'Islam et l'intégration." Ichtus. Le 18 août 2005. p.2,3.
http://www.ichtus.fr/article.php3?id_article=45

²⁶ Bertossi, p.6.

discrimination subconsciente due à cette association entre musulmans et islamistes à travers le monde, mais plus en France où réside une grande population musulmane.

Discours des politiques:

Historiquement, le racisme de la classe politique française envers les Maghrébins est plus particulièrement évident envers les musulmans d'Algérie. Le programme de Napoléon : « embrasser très largement, sans discrimination - par le sol, par la filiation, le mariage ou la résidence - le plus grand nombre de Français possible »²⁷ a beau faire loi officielle, il n'est pas encore loi officieuse. La France a ouvert ses portes pendant longtemps, mais avec beaucoup de conditions et d'exceptions ; tout le monde ne pouvait devenir français même si ce dernier suivait à la lettre les nouvelles lois instaurées.

Les toutes premières lois concernant la nationalité française furent passées en 1803 grâce au tout nouveau code civil napoléonien. Pendant une grande partie du 19ème siècle, ce n'est plus grâce à la naissance sur le territoire que nous devenions français mais uniquement par la filiation. Il fallait avoir de la famille française pour être français: c'était la loi du jus sanguinis. Ce droit à la citoyenneté est alors réservé aux « franco-français » puisqu'il se trouve alors impossible d'être naturalisé.

Presqu'un siècle plus tard, durant la 3e république en 1889, le jus solis (droit du sol) est restauré pour de multiples raisons, mais notamment afin d'augmenter le nombre de soldats. Or la loi du sol n'est pas uniformément appliquée en Algérie bien qu'elle soit, pendant cette période, un territoire Français. Si les Juifs purent devenir Français dès le Décret Crémieux de 1870, les musulmans devront attendre 1962 pour obtenir ce droit. Les musulmans n'ont pas le droit à la naturalisation sous prétexte que «la naturalisation

²⁷ Patrick Weil, Qu'est ce qu'un Français. (Paris: B. Grasset, 2002).

des musulmans est impossible, parce qu'elle ne saurait avoir lieu sans renverser leurs lois civiles qui sont en même temps lois religieuses. Le Coran est le code religieux des musulmans, il est aussi leur code civil et politique ... Il indique non seulement ce qu'il faut croire, mais ce qu'il faut faire en matière purement civil ». Il y avait plusieurs lois bien avant cette date, mais nulle ne fut mise en pratique. Le Code de l'Indigénat de 1881 accepte le musulman comme 'Français' mais de façon parcimonieuse puisqu'il devait toujours se soumettre à la loi musulmane. Ce code rend en effet la discrimination plus intense parce qu'ils ne sont pas du tout considéré comme des Français naturalisés mais comme des indigènes. Ceux qui le désiraient ne purent réellement prétendre à l'acquisition du droit à la nationalité française qu'à partir de la loi de 1962 déclarant l'indépendance de l'Algérie (Weil 368). Dès ce jour là, le double jus soli fut officiellement ainsi qu'officieusement accepté.

Même si aujourd'hui, tout individu né en France a la possibilité de demander la nationalité le jour de ses 18 ans, il existe encore des discours extrémistes qui ne regardent pas ces citoyens comme les autres. Les discours récents des deux familles politiques françaises - de la gauche ainsi que de la droite - reflètent ce manque de discours modéré. L'une se contente de victimiser cette communauté et l'autre de la blâmer tout comme les discours médiatiques. Le discours du PS (Parti Socialiste) victimise cette communauté et la défend du discours droitiste. Lorsque Nicolas Sarkozy a proposé le test ADN comme preuve de filiation des immigrés, le PS a publié son désaccord dans les journaux, accentuant les liens entre discours politiques et médiatiques au sujet de l'immigration. Dans cet article « L'immigration, bouc émissaire d'une France qui s'enfoncé » (le 4 septembre 2004), Martine Aubry, aujourd'hui présidente du parti, indique premièrement

l'opinion de son opposant: « On le sait, la droite aime la famille, mais la famille française. C'est pour cela qu'elle cherche à se préserver des couples mixtes et des familles étrangères, qui risqueraient de diluer cette fameuse identité nationale ». Aubry ajoute encore : « Chaque homme, chaque femme, chaque enfant étranger sur notre territoire a la même part d'humanité en lui que nous-mêmes... Rappelons aux Français ce que les étrangers nous ont apporté pour défendre et construire notre pays. Disons-leur simplement que l'égoïsme des pays riches, la non répartition des richesses sont les causes essentielles du désespoir menant vers l'immigration, ou parfois même vers le terrorisme. Montrons-leur qu'un autre monde est possible ». Lorsqu'Aubry poursuit sa ligne d'argumentation en parlant de la nécessité, pour une meilleure intégration, de « renforcer l'aide au développement, non pas seulement financière mais économique et en matière de santé et d'éducation, en s'attaquant à ses causes » en France et dans « les pays d'origine »²⁸. Elle continue de faire paraître les immigrés comme victimes sans aucune agencité.

Le discours de la droite, néanmoins, n'est pas du même avis mais n'est pas meilleur, choisissant de blâmer exclusivement cette communauté et en évitant de rappeler toute circonstance atténuante. Ce durcissement du discours de la droite se retrouve dans le fait qu'elle ne veut plus tolérer les émeutes et les manifestations organisées par la communauté franco-maghrébine. Sarkozy et son gouvernement estiment que les membres de cette communauté devraient être satisfaits d'être en France et de la respecter. Sarkozy, a notamment décidé de ne plus tolérer les émeutes durant les matchs de football. Il a convoqué le président de la FFF, Fédération Française de Football, et a décidé d'arrêter

²⁸ Martine Aubry, et Adeline Hazan. "L'immigration, bouc émissaire d'une France qui s'enfoncé." 4 Oct. 2007. Parti Socialiste. <<http://libertes.parti-socialiste.fr/2007/10/04/l'etranger-ne-doit-plus-etre-le-bouc-emissaire/β>>. 30 Mars 2009.

tous les matchs où la marseillaise serait huée et sifflée.²⁹ Ils ne toléreront pas que le symbole de la république soit moqué de la sorte et non respecté. Ils exigent que toute personne sur le sol français doive respecter l'hymne national, emblème des valeurs du pays. Ils ne veulent pas négocier avec leurs difficultés d'intégration et les blâment pour cette non insertion.

Ces discours politiques sont loin d'être modérés, chacun ajoutant aux stéréotypes sur les franco-maghrébins pour mieux satisfaire ses ambitions politiques. Chaque parti défend sa cause en diminuant celle de l'autre ; cela devient un cercle vicieux qui n'en finit jamais et qui ignore les véritables problèmes et apports de la communauté franco-maghrébine. Tout comme les médias en quête d'audimat préfèrent caricaturer les franco-maghrébins pour gagner des spectateurs, les partis politiques en quête de pouvoir font de même pour gagner des votes aux prochaines élections.

Versus Discours modéré ?

Dans le contexte français actuel où les discours médiatiques et politiques extrêmes sur les franco-maghrébins dominent l'espace public français, se faire l'avocat d'un discours modéré devient presque révolutionnaire. Ce discours, néanmoins, ne tient pas à 'autriser' cette population franco-maghrébine contrairement aux précédents mais plutôt à trouver un équilibre réunificateur. Ce qui affecte le plus la nouvelle génération de franco-maghrébins est leur entourage quotidien. Lorsqu'ils perçoivent qu'il n'y a plus de distinctions discriminatoires, ils apprennent, eux aussi, à ne plus en faire. Les médias

²⁹ Clément Daniez. "Après la Marseillaise sifflée à France-Tunisie, Sarkozy convoque le président de la FFF." Le point le 15 octobre 2008.
<http://www.lepoint.fr/actualites-societe/la-marseillaise-copieusement-sifflée-avant-france-tunisie/920/0/282596>

ont largement rendu public des exemples de réussites sociales dans les arts et en politique: Mr. Debbouze et Mme. Dati. Les modèles ont leur importance mais leur surmédiation reflète aussi leur rareté. Ce sont des exceptions dans des domaines exceptionnels : le spectacle et la politique. Les médias ne font pas l'effort d'enquêter sur des réussites plus modestes. Lorsqu'un comédien de réputation nationale ridiculise le racisme en France et fait rire à l'unanimité tous les acteurs des deux communautés, l'intégration est réelle mais paraît rare. Jamel Debbouze est une idole des jeunes de France de toutes origines confondues. Ses spectacles mettent en scène exclusivement les immigrés du Maghreb et la société française. Jamel parle des banlieues, des écoles et de ce fameux ascenseur social qui est bloqué au sous-sol et qui « pu la pisse ». Il parle des obstacles sans accuser les franco-français mais plutôt en présentant son discours politique sous la forme d'un spectacle divertissant pour tout public. Le public se rend bien compte que Jamel est en effet une réussite d'intégration ; il a réussi à monter les marches de l'échelle sociale par l'ascenseur du show business. Il a commencé sa vie en faisant l'école buissonnière et en taguant les métros, où il perdit sa main gauche. Il vit aujourd'hui à St Germain, l'un des quartiers les plus huppés de Paris. Il a choisi le chemin de la comédie pour surmonter les obstacles de l'intégration.³⁰ Ce parcours n'est pas uniquement réservé au monde de l'art, dernièrement dans le monde de la politique une autre star est née : Rachida Dati. Quelle meilleure preuve de réussite de l'intégration française que celle du ministre de la justice du gouvernement Français ! Mais la encore, si les médias insistent sur la star d'aujourd'hui, ce sont les détails de sa réussite qui devraient être plus souvent remarqués pour rendre cette star plus humaine et sa réussite plus accessible.

³⁰ Jamel: 100 % Debbouze. DVD. 2003-2004.

C'est la première fois qu'une femme d'origine maghrébine fait partie du gouvernement français. Cela indique non seulement la réussite d'intégration personnelle de Rachida Dati mais aussi l'évolution de la France et de son gouvernement vers une ouverture aux Français d'origine immigrée du Maghreb. Rachida Dati n'a pas eu une vie facile : elle a dû se battre pour exister. Ses études ont été sa seule porte vers la liberté. Née en Bourgogne dans une famille d'immigrés d'Afrique du Nord, son père est marocain, sa mère est algérienne et tous deux sont analphabètes. Elle a dû se battre pour gagner la moindre avancée sociale. Elle a passé sa jeunesse dans la cité du Stade avec ses onze frères et sœurs. Ses parents, en dépit de moyens limités, voulaient que les enfants réussissent. La sévérité du père en a fait un exemple; il a envoyé ses enfants dans un collège catholique privé. Après avoir passé le bac du premier coup à l'âge de 18 ans, sa situation financière ne lui offrait qu'un choix limité pour poursuivre ses études. Son parcours était universitaire, elle a obtenu tout d'abord un DEUG et une licence, puis une maîtrise en sciences économiques. Mais afin de pouvoir financer ses études, elle a dû travailler, tantôt de jour, tantôt de nuit, comme représentante puis aide-soignante. Ses petits boulots l'ont aidé à forger son caractère. Son professeur d'économie, Jean-Jacques Friboulet a indiqué "À cette époque, dans mon cours sur la répartition des revenus, les enfants de la deuxième génération étaient très rares, surtout les filles. J'avais remarqué sur sa fiche qu'elle travaillait de nuit dans une clinique, mais elle ne se plaignait jamais. Elle était animée d'un vrai « fighting spirit »" (Pelletier, Eric).³¹ Son esprit de combattante était si fort et son ambition si grande qu'ils apparaissaient immédiatement aux yeux de

³¹ Eric Pelletier. "La Face cachée de Rachida Dati." *L'Express*. Le 15 décembre. 2007.
<http://www.lexpress.fr/info/france/dossier/dati/dossier.asp?ida=460760&xtor=sec-101-goo&gclid=cl-ihbblqpacfqiqlqodbjmq8a>

tous. Même sa marginalisation en tant que seule étudiante de la deuxième génération en cours d'économie ne semblait pas affecter sa force de vaincre les difficultés quotidiennes.

Rachida n'a pas abandonné, elle était déterminée à montrer à sa famille qu'elle avait fait le bon choix pour son avenir. Elle ne voulait pas dériver dans la drogue comme un de ses frères; elle voulait se battre et être capable de réussir dans la société française. Elle devait s'affirmer non seulement en public mais aussi dans sa sphère privée. Rachida n'a renoncé devant aucune bataille; elle a travaillé sans relâche. Elle savait ce qu'elle souhaitait acquérir et ne laissa aucun obstacle se dresser devant elle comme les ralentissements causés par les discriminations de son entourage. Elle avait pour but de quitter le bas de l'échelle sociale et ne s'arrêterait qu'une fois arrivée à son point culminant. Elle a choisi avec attention tous les moyens qui pouvaient l'aider dans son voyage vers la réussite sociale. En l'absence de « piston » de la part de son cercle familial, elle se crée elle-même des réseaux d'influences. Afin de décoder les clefs du succès de toute ascension sociale, elle observe et décrypte tous les parcours des personnalités en vue et analyse leurs chemins parcourus. Toutes ces informations lui permettent de rentrer en contact avec un milieu qui ne l'a connaît pas et de convaincre celui-ci de l'aider à s'extraire de sa condition déterminée d'avance. À force de candidatures spontanées et de rencontres étudiées, Rachida se tisse un réseau relationnel exemplaire qui lui servira de matrice.

En tant que ministre d'origine maghrébine, elle veut maintenant envoyer un message fort à la France. A propos du plus grand débat de l'inégalité entre les Français d'origine maghrébine et les franco-français, Rachida annonce « Je ne veux plus qu'une partie de la population française pense que la justice n'est pas faite pour elle, qu'elle est

même faite contre elle. Je veux leur dire qu'ils se trompent ». ³² Elle veut offrir à ses frères ce qu'elle a acquis pour elle-même : une réussite sociale. Elle veut tout mettre en œuvre afin de pouvoir réformer les tribunaux pour qu'il n'y ait plus cette sensation d'injustice qu'elle connaît trop bien.

Jamel Debbouze et Rachida Dati sont deux des nombreux modèles de réussite sociale puissants pour tous les enfants de deuxième génération car ils ont su trouver en eux-mêmes, toutes les ressources nécessaires pour mener à bien leurs batailles. Leurs ascensions donnent un espoir pour tout enfant de banlieue car chacun peut s'identifier et tenter de reproduire une trajectoire semblable. Il y a aussi, néanmoins, de nombreux exemples de réussite plus accessibles et réalistes dans des familles de classes moyennes à Paris sur lesquels les médias et les politiques devraient insister pour mieux dépeindre la diversité des expériences franco-maghrébines.

Voici une autre histoire, un autre parcours de vie : c'est celle de la famille S, totalement inconnue mais qui est représentative de nombreux autres exemples de réussite d'intégration. Le père, né au Liban, décide de partir pour l'Algérie, après la colonisation pour y faire ses études de médecine. Ne parlant pas un mot de français, il doit travailler avec un dictionnaire à ses côtés en permanence ; il apprend le français en apprenant la médecine. Il rencontre sa femme, elle d'origine algérienne qui fait les mêmes études mais qui connaît déjà la langue française. Le père laisse temporairement son épouse en Algérie pour partir travailler en 1984 à Vienne (près de Lyon) où il a fait son internat de médecin. À son arrivée, il décide de changer de nom pour être mieux accepté dans la société française ; il s'appelle aujourd'hui Maxime. Son épouse le rejoint 4 ans plus tard au

³² Gerard Alexandre Roffat. "Les poles anti-discriminations de Rachida Dati." Le blog pourpre. Le 15 décembre. 2007. <http://recrutement.over-blog.com/article-6838089-6.html>

Havre, où elle est logée par sa sœur déjà installée en France, avec leur nouveau-née. Les deux époux vivent aujourd'hui ensemble au Havre depuis 1987, ils ont tous les deux une grande ouverture d'esprit et un statut de médecin ; l'un est chirurgien et l'autre généraliste. Ils ont choisi de ne pas pratiquer leur religion même s'ils ont été élevés dans la religion musulmane. Ils ont dû faire beaucoup de sacrifices pour être heureux aujourd'hui ; relation à distance, changement de nom et plusieurs relocations. Même si pour leurs débuts ils ont commencé à loger chez des amis, aujourd'hui ils ont acquis une très haute place socialement qui leur permet de vivre en toute tranquillité. Le mari continue à s'intégrer en ayant accepté le poste de conseiller municipal au Havre où il s'occupe d'un quartier particulièrement peuplé d'immigrés. Le Maire l'a choisi pour ses facilités de communication avec cette communauté si proche de son propre parcours. Il mène donc une vie de chirurgien mais aussi une vie politique active. Il souhaite montrer aux familles d'origines étrangères qu'il est tout à fait possible de réussir dans une telle société. Leurs deux enfants semblent reproduire la même trajectoire de réussite sociale. Leur fille a choisi le droit à la Sorbonne et sera diplômée dans deux ans. Leur fils est au lycée et passera son bac scientifique à la fin de l'année ; il désire être docteur. Leurs parents leur ont donné un exemple fabuleux à suivre ainsi que tous les outils pour réussir socialement.³³ Cela voudrait-il dire qu'il existerait une recette miracle pour arriver à s'intégrer en France en tant que Français d'origine Maghrébine ?

Il est commun de penser qu'un statut social élevé facilite l'intégration. Cette famille, néanmoins, n'est pas arrivée en France avec des moyens mais avec un niveau d'études supérieures et surtout avec une volonté farouche de réussir. Ils se sont battus pour atteindre ce statut de médecin pendant de nombreuses années. Ils ont tous deux

³³ Entretien avec la fille de Maxime. Le 10 décembre 2008.

anticipé les problèmes auxquels ils ont du faire face et les ont évités avant qu'ils ne se produisent. Le père a vu son nom comme une possible entrave à son insertion et l'a en conséquence changé dès son arrivée en France. Un prénom comme Maxime sonne beaucoup plus français que Mohammed. Ils ne sont pas non plus religieux et ont fait leur possible pour s'assimiler parmi les Français. Maxime en travaillant pour la Mairie a su se placer au cœur de la patrie. Ils sont tous les deux fiers d'être Français et ont transmis cette philosophie de réussite sociale à leurs enfants. Tous les membres de cette famille d'émigrés, aujourd'hui sont devenus Français, et sont heureux de vivre en France parmi d'autres français.

Un autre exemple de réussite d'une famille d'origine maghrébine est celle de Fatima. Elle est partie du Maroc avec son époux en 1968 et tous les deux ont laissé derrière eux tout ce qu'ils avaient de plus chers : leur maison, leurs métiers et aussi leurs parents. Ils sont arrivés en France et ont eu le même accueil que les autres Maghrébins ; ils ont senti le rejet. Il était très difficile de se mélanger avec les Français et se sont donc regroupés avec les autres maghrébins déjà installés en France. Fatima indique que « même si on faisait l'effort de s'intégrer, on était souvent mal vu par la communauté française ». Ils ont décidé de mener leur vie sans se préoccuper de cet apparent racisme et ne voulaient pas encourager leurs enfants à faire de même envers les Français. Leurs deux enfants, nés dans la banlieue parisienne en 1972 et 1973, sont tous les deux aujourd'hui vus comme des réussites de l'intégration. Durant leurs enfances, Fatima et son époux ne voulaient pas que leurs enfants s'excluent dans les cités, mais plutôt qu'ils soient intégrés auprès des Français. Ils les ont poussés à s'intégrer à l'école ainsi qu'au conservatoire et au cours d'anglais durant les mercredis. Ils leur ont donné à chacun des

noms à connotation Française mais en restant toujours dans leurs cultures : Kad (pour Kader) et Myriam. Les parents étant conscients du racisme, ils voulaient donner à leurs enfants les mêmes chances sociales qu'avaient les enfants français. L'aîné, à sa sortie de Sorbonne, a trouvé un emploi pour un journal et travaille aujourd'hui pour la chaîne de télévision française nationale TF1. Son entourage est tout à fait mixte ; des Français d'origine maghrébine ainsi que d'origine française. Myriam est comptable à la Banque de France, grâce à un contact qu'elle a obtenu durant ses années au Conservatoire. Myriam, comme son frère aîné, est à l'aise dans la société Française. Les deux avouent avoir ressentis du racisme au quotidien, mais tous deux ont su le « gérer et le surmonter ». Cette famille a elle aussi été éduquée comme musulmans par tradition et non par religion. Ils ne pratiquent pas et restent ouverts aux autres religions ; comme le judaïsme et le christianisme. Les parents ont choisi de s'intégrer une fois parents, même s'ils étaient eux-mêmes entourés par des musulmans d'origine maghrébine avant 1972. Ils ont réalisé l'importance de donner à leurs enfants tous les outils possibles pour être égaux aux autres.³⁴

Ces exemples de réussite plus modeste soulignent que s'intégrer est réel et accessible à tous. Le documentaire de Yamina Benguigui, « Mémoires d'immigrés, l'héritage maghrébin »³⁵, basé sur 350 immigrés en France, confirmerait encore cela. Il faudrait néanmoins qu'un tel reportage soit autant diffusé que les autres pour qu'il soit plus accessible à la communauté en France. A la place d'être publié sous forme de livre, un tel document devrait être publié sous forme d'article en série dans les journaux,

³⁴ Entretien avec Fatima. Le 18 décembre 2008.

³⁵ Béatrice Fleury. "Mémoires d'immigrés. L'héritage maghrébin de Yamina Benguigui. De l'éthos biographique aux hors sujets de la réception". @analyses, Dossiers, De l'éthos biographique. 6 Novembre 2008.

accédant ainsi à une audience plus élargie. En surlignant ces exemples, il est plus facile de comprendre ce qui pourrait donner naissance à un discours modéré : alors que les discours politico-médiatiques se chargent seulement de parler d'événements extrêmes ; un discours modéré se chargerait de présenter le quotidien. En identifiant des familles qui ont su surpasser les difficultés d'intégration, nous pouvons ainsi rentrer dans un discours non seulement modéré mais aussi progressif. Il devient possible d'espérer un meilleur futur et de donner des modèles de réussite plus accessibles que ceux des stars franco-maghrébines visibles dans les domaines exclusifs que sont le show-business (dans les cas de Jamel Debbouze) ou la politique (dans le cas de Rachida Dati). Il ne s'agit pas, pour un tel discours, de masquer la réalité, mais bien de la compléter, les discours politiques et médiatiques n'offrant qu'un fragment de la réalité franco-maghrébine en France.

Bibliographie

"Acquisition of citizenship in the European Union." Population and social conditions 108

(2008): 2.

<epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_OFFPUB/KS-SF-08-108/EN/KS-SF-08-108-EN.PDF>.

"Après France-Algerie du 6 octobre 2001, France-Maroc du 16 novembre 2007, un autre match amical France Tunisie le 14 octobre, Hatem Ben Arfa sera le parrain." 8 octobre 2008.

<<http://algerienews.football.fr/2008/10/08/55-aprs-france-algerie-du-6-octobre-2001-france-maroc-du-16-novembte-2006-un-autre-match-amical-france-tunisie-le-14-octobre-hatem-ben-arfa-sera-le-parrain>>.

Aubry, Martine, et Adeline Hazan. "L'immigration, bouc émissaire d'une France qui s'enfoncé." 4 Octobre 2007. Parti Socialiste. <<http://libertes.parti-socialiste.fr/2007/10/04/l'etranger-ne-doit-plus-etre-le-bouc-emissaire/>>. 30 Mars 2009.

Bertossi, Christophe. "Migrations et Citoyenneté en Europe." Mars 2007. IFRI.

<<http://www.ifri.org/files/mcebertossifr.pdf>>. 22 Septembre 2008

Béatrice Fleury. "Mémoires d'immigrés. L'héritage maghrébin de Yamina Benguigui. De l'éthos biographique aux hors sujets de la réception". @analyses, Dossiers, De l'éthos biographique. 6 Novembre 2008.

<<http://www.revue-analyses.org/document.php?id=1190>>

Borrel, Catherine. "Les chiffres de l'immigration en France." Août 2006.

<<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/immigration/chiffres.shtml>>. 5

Novembre 2008

Bouaziz, F. Intégration, les points noirs du modèle français. "Les obstacles à l'intégration se multiplient." *Le nouvel Economiste*. 21 Septembre 2006.

<<http://www.nouveleconomiste.fr/1358/1358-une-parti.html>>. 29 octobre 2008

"La vue d'un prof dans un lycée professionnel dans la banlieue parisienne." Téléphone interview. 17 octobre 2008.

Cicchelli, Vincenzo. « Retour sur les violences urbaines de l'automne 2005 ». France.

Analyse stratégique. 3.

Citron, Suzanne. Le Mythe national. L'Histoire de France en question. Editions Ouvrières, 1989)

Cogné, Gael. "Ce n'est pas l'équipe de France que l'on sifflait, c'est l'Etat français."

Libération 19 octobre 2008.

<<http://www.liberation.fr/societe/0101124566-ce-n-est-pas-l-equipe-de-france-que-l-on-sifflait-c-est-l-etat-francais>>.

Daniez, Clément. "Après la Marseillaise sifflée à France-Tunisie, Sarkozy convoque le président de la FFF." Le point 15 Octobre 2008.

<<http://www.lepoint.fr/actualites-societe/la-marseillaise-copieusement-sifflee-avant-france-tunisie/920/0/282596>>.

"Entretien avec Fatima." Entretien personnel. 18 décembre 2008.

"Idées reçues sur l'Islam et l'intégration." *Ichthus*. 18 août 2005.

<http://www.ichtus.fr/article.php3?id_article=45>. 22 Sept. 2008

Jamel: 100 % Debbouze. DVD. 2003-2004.

Khellil, Mohand. L'intégration des maghrébins en France. Paris: Puf, 1991.

"Rennes :5 hommes suspectés de préparer un attentat arrêtés." Le Figaro. 11 septembre 2008.

<<http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2008/09/11/01016-20080911artfig00335-hommes-soupconnes-de-preparer-un-attentat-a-rennes-arretes-.php>>.

Martini, Manuela. Cours sur "Migrations." Université Denis Diderot - Paris VII, Paris. Automne 2008.

"Entretien avec la famille de Maxime." Entretien personnel. 10 décembre 2008.

Pelletier, Eric. "La Face cachée de Rachida Dati." L'Express. 15 décembre 2007.

<<http://www.lexpress.fr/info/france/dossier/dati/dossier.asp?ida=460760&xtor=sec-101-goo&gclid=cl-ihbblqpacfqiqfodbjmq8a>>.

"Beurs." Le petit robert. 2006. 248.

Roffat, Gerard Alexandre. "Les pôles anti-discriminations de Rachida Dati." Le blog pourpre. 15 décembre 2007.

<<http://recrutement.over-blog.com/article-6838089-6.html>>.

Thuram, Lilian. "Les Marseillaises malmenées!" 6 octobre 2001. Les dessous du sport.

<<http://www.lesdessousdusport.fr/dossiers/6-octobre-2001-france-algerie-111-1022-0>>.

Weil, Patrick. Qu'est ce qu'un Français. Paris: B. Grasset, 2002.

"Zep, zone d'éducation prioritaire, évaluation, INSEE. En bref - Actualités - Vie publique.fr." Vie publique : au cœur du débat public. 16 Sept. 2005.

<<http://www.vie-publique.fr/actualite/alaune/zone-education-prioritaire-quels-resultats.html#>>